

La Gazette

Saint-Quentin-en-Yvelines

MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

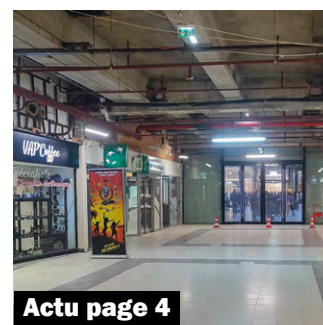
**AU VÉLODROME,
DEUXIÈME OPÉRATION
DE TESTS EN PRÉVISION
DES VACCINATIONS**

Actu page 4

Crise sanitaire : les associations caritatives accueillent toujours plus de monde

Dossier page 2

Les associations caritatives telles que le Secours catholique, ou encore les Restos du cœur voient arriver davantage de sans-papiers, et de nouveaux bénéficiaires aux distributions de repas.



PLAISIR

La passerelle entre Auchan et Mon grand Plaisir est toujours fermée

Actu page 4

VILLEPREUX

La Pépinière enfin ouverte

Page 6

MAUREPAS

Le marché de Noël aura bien lieu

Page 6

PLAISIR

Une maison d'assistants maternels bientôt au Valibout

Page 7

SQY

De nouveaux aménagements pour l'aire de jeux de l'Île de loisirs

Page 8

FAITS DIVERS

La Verrière : Tentative de vol à la pharmacie de la gare

Page 10

GOLF

La nouvelle vie de l'ex-maire de Montigny à la tête du club de golf

Page 12

CULTURE

SQY : Plusieurs salles se préparent au retour des spectacles

Page 14

SQY

DEUX ENTREPRISES SAINT-QUENTINOISES LAURÉATES DU PROJET « RELANCE INDUSTRIE » DE LA RÉGION

Actu page 6



Actu page 7

SQY

Ligne 18 : une partie de la portion prévue en viaduc passe au sol



Actu page 8

LES CLAYES-SOUS-BOIS

Atos : la question des ondes



En 2020, profitez d'une

visibilité optimale

auprès d'un large lectorat hebdomadaire.

Contact : pub@lagazette-sqy.fr

La Gazette de Saint-Quentin-en-Yvelines
12, avenue des Prés - 78180 Montigny-le-Bretonneux

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Les associations caritatives accueillent plus de sans-papiers et de nouveaux bénéficiaires

► FARAH SADALLAH

Les associations caritatives, telles que le Secours catholique ou encore les Restos du cœur, voient arriver davantage de sans-papiers et de nouveaux bénéficiaires aux distributions de repas.



« On a beaucoup de demandeurs d'asile, plus qu'avant. Ce sont des jeunes la plupart du temps », observe Patricia Durrrixague, responsable du Resto du cœur de Plaisir.

Les femmes seules avec enfants sont nombreuses à venir récupérer, le 1^{er} décembre, leurs repas pour la semaine au Resto du cœur de Plaisir, rue Paul Langevin. La plupart sont sans papiers et viennent des hôtels sociaux, comme le F1 aux Gâtines, le Première classe dans la Zac de Sainte-Apolline et l'Arpège à Jouars-Pontchartrain. Ce matin-là, en plus de leurs repas hebdomadaires, elles ont le droit à un complément de farine, de lessive et de produits pour le lave-vaisselle. Mais ce dernier ne leur est d'aucune utilité. Elles logent à l'hôtel social.

Plus de personnes dans la précarité

« On a beaucoup de demandeurs d'asile, plus qu'avant. Ce sont des jeunes la plupart du temps », observe Patricia Durrrixague, responsable du Resto du cœur de Plaisir. Elle note également une augmentation du nombre de familles nombreuses et des travailleurs, qui n'arrivent pas à finir le mois. Au début de la campagne hivernale, déjà 206 familles sont inscrites au Resto du cœur de Plaisir et l'association distribue 2 600 repas par semaine. « Avant c'était moins. C'est ce qu'on faisait en fin de campagne d'hiver », constate-t-elle.

En effet, la crise sanitaire a fait rentrer plus de personnes dans la précarité. « On voit de nouveaux types de personnes, qui avant arrivaient à s'en sortir et là, ce n'est plus le cas, confirme François Paget, directeur départemental du Secours catholique dans les Yvelines. Dans nos accueils, on voit de nouvelles personnes, qui ont un travail, mais qui ont une

perte de revenu, car ils sont au chômage partiel. » À cette situation, s'ajoutent les sans-papiers, qui sont de plus en plus nombreux à faire appel aux associations caritatives.

Selon le bilan de l'année 2019 du Secours catholique dans les Yvelines, avant la crise sanitaire, déjà 69 % des ménages rencontrés étaient de nationalité étrangère et sans papiers pour la plupart. « Ils sont dans une situation plus difficile qu'il y a cinq ans. Le nombre de sans-papiers a beaucoup augmenté dans nos accueils », atteste le directeur départemental.

Mais pourquoi sont-ils plus nombreux ? L'État répondrait plus vite sur les dossiers en cours, affirme François Paget. « Avant, en 2014, plus de 50 % des étrangers qu'on accueillait, étaient en attente de statut. En 2019, ils sont 32 % », illustre-t-il. Et ils sont plus nombreux à devoir quitter le territoire. Selon le directeur du département du Secours catholique, en 2014, 12 % des personnes en attente de statut étaient déboutées dans les Yvelines. Ils sont 29 % en 2019.

Pourtant, la plupart décideraient de rester. Alors leur situation se dégrade. Sans papiers, ils ne peuvent pas travailler et avoir un logement stable, ce qui les entraîne de fait dans une situation précaire. « C'est difficile, car cette population ne peut pas s'insérer. Elle est empêchée par l'inaccessibilité du marché, explique François Paget. [...] Et par l'empêchement de l'accès au statut, on les précarise en les plaçant dans des hébergements temporaires. » En 2020,

la situation se serait aggravée, selon le directeur du département du Secours catholique : « On s'attend à voir de nouvelles familles. »

« En 2019, 20 % des personnes qu'on reçoit, ont un emploi »

C'est déjà le cas au Resto du cœur. « Leur nombre s'est accru avec la crise sanitaire. On l'a déjà vu cet été », observe Patricia Durrrixague. Ce matin-là justement, un père de famille, sa femme enceinte et leur fils de 4 ans viennent chercher leurs repas pour la semaine. Cela fait un mois qu'ils viennent. D'origine africaine, ils vivent tous les trois à l'hôtel F1 de Plaisir depuis environ deux mois. Ils viennent d'arriver en France, après avoir passé plusieurs années en Suède. La mère de famille doit accoucher dans quelques jours. « Il faudra bien qu'ils nous disent quand le bébé sera né, pour qu'on leur donne la dotation nouveau-né », lance Patricia Durrrixague à la famille, qui ne parle pas français.

De toute la matinée, ce sera la seule famille nucléaire qu'on verra au Resto du cœur de Plaisir. Toutes les autres sont des femmes seules avec enfants ou des personnes isolées. On retrouve la même tendance du côté du Secours catholique. En 2019, dans les Yvelines, l'association accueillait 3 000 femmes seules avec enfants. « C'est énorme », relève François Paget. Cela représente 25 % des familles accueillies par l'association. Selon lui, cette situation résulterait du changement de

la politique familiale en France, qui serait moins redistributive.

Les travailleurs rentrent aussi de plus en plus dans la précarité, notamment en raison du Covid-19 et de la crise sanitaire. À force d'être au chômage partiel, il est difficile pour eux de finir les mois. Sachant que déjà, « en 2019, 20 % des personnes qu'on recevait avaient un emploi », précise le directeur départemental du Secours catholique. Et pour la moitié, ce sont des emplois précaires. Le Resto du cœur de Plaisir fait le même constat. « On commence à avoir des gens qui travaillent. Il y en a beaucoup qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois », confirme la responsable.

Dans la file d'attente pour récupérer ses repas de la semaine, Franck se retrouve dans cette situation. Il a perdu son emploi au premier confinement et vient au Resto du cœur de Plaisir depuis deux mois. Autrefois saisonnier dans la sécurité d'événements ou de soirées, tout

ture de stock. On ne peut pas en avoir. Ça vient de l'entrepôt national », tente d'expliquer la responsable, qui ne sait pas ce qu'il se passe. Une mère de famille avec un enfant en bas âge va d'ailleurs s'insurger de cette pénurie.

Face à la forte demande, le Secours catholique voit en revanche son budget exploser. « Va-t-on réussir à tenir ? », s'interroge François Paget. Le 15 novembre, l'association caritative avait déjà dépensé 205 % de son budget d'aide à Guyancourt, selon lui. « Je suis inquiet sur le fait qu'il y a plus de besoins. On risque de dépasser notre budget national. » Mais pour le moment, ce dernier a été dépensé à 75 % dans le département.

« Va-t-on réussir à tenir »

Comparée au premier confinement, la situation semble plus stable pour ces deux associations. Presque l'intégralité de leurs activités a été maintenue. Au premier confinement, le Resto du cœur de Plaisir



Dans la file d'attente pour récupérer ses repas de la semaine, Franck se retrouve dans cette situation. Il a perdu son emploi au premier confinement et vient au Resto du cœur de Plaisir depuis deux mois.

s'est brutalement arrêté pour lui. « J'avais au départ un travail et je me suis retrouvé sans rien, raconte-t-il. J'ai pas le choix, c'est très difficile. »

Pour subvenir à tous ces besoins, les collectes et ramassages sont plus que les bienvenus. Par exemple, « le 11 décembre, on a une collecte dans un collège », illustre Patricia Durrrixague. Autrement, les bénévoles du Resto du cœur de Plaisir comptent sur leur ramassage au magasin Auchan de Plaisir, à Carrefour market et à la Marnière pour les produits frais. Ils bénéficient également de l'aide de la dotation nationale, qui donne plus pendant la campagne d'hiver.

Pourtant, ce matin-là, il n'y avait pas de lait troisième âge et cela durerait depuis un moment. « On est en rup-

vivait sur son stock, car les entrepôts étaient fermés. Aujourd'hui, ils fonctionnent normalement tout en respectant les distanciations physiques. Seuls les cours de français et la salle informatique sont à l'arrêt.

Le Secours catholique fonctionne également presque normalement. La majorité des équipes ont conservé leurs activités, sauf pour l'équipe de Voisins-le-Bretonneux, qui a mis en place une chaîne téléphonique. Autrement, l'accompagnement scolaire, ou encore l'apprentissage du français ont été maintenus. Ce qui n'était pas le cas lors du premier confinement, les ateliers d'accompagnement, et les distributions alimentaires étaient entièrement à l'arrêt. À la place, des chèques alimentaires ont été donnés. ■

Au plus près des besoins des collectivités territoriales et de leurs élus, **Les Résidences Yvelines Essonne** propose une large gamme de solutions de logements (sociaux, intermédiaires, accession sociale) de qualité à des prix accessibles inférieurs à ceux du marché, à travers ses deux métiers de gestion locative et de gestion immobilière.

Les Chiffres clés 2019

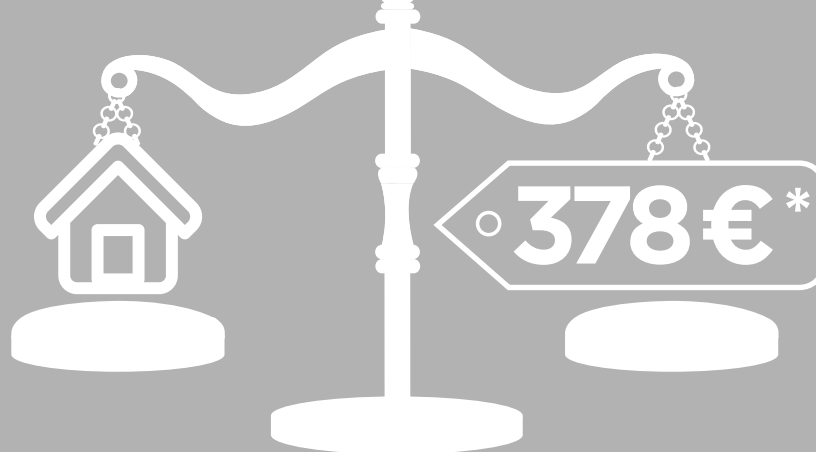
SATISFACTION DE NOS LOCATAIRES

74,3 %*



*Enquête de satisfaction menée en juin et juillet 2019 sur un panel de 2212 locataires

LOYER MOYEN



*Moyenne des loyers 2019 (collectifs et pavillons) quittancés sur au moins un mois complet

100 000
locataires



524
RÉSIDENCES



Effectif : 591
collaborateurs

Dont
213
GARDIENS*
*au 30 avril 2020

7 agences



122 communes

PLAISIR

La passerelle entre Auchan et Mon grand Plaisir est toujours fermée

La passerelle respecte maintenant les normes de sécurité et devrait pouvoir rouvrir. C'est sans compter sur un désaccord financier entre les propriétaires de Mon grand Plaisir et ceux de la passerelle.

► DAMIEN GUIMIER

Espérée pour début décembre, l'ouverture de la passerelle qui permet de relier la galerie d'Auchan à Mon grand plaisir, au-dessus de la RD11, n'est toujours pas effective. Pourtant, la semaine dernière, la commission de sécurité a rendu son tant attendu avis favorable pour son ouverture. Sauf que le passage est maintenu fermé en raison d'un désaccord financier entre la Compagnie de Phalsbourg et les propriétaires de la passerelle.

Pour rappel, le propriétaire de la passerelle n'est ni celui de Mon grand Plaisir (La Compagnie de Phalsbourg), ni celui de la galerie d'Auchan (Ceetrus), mais un groupement de propriétaires, qui loue les boutiques. Ce dernier devait mettre la passerelle aux normes depuis plusieurs années. Après un avis défavorable début octobre, la commission de sécurité a donné son aval la semaine dernière pour la réouverture du passage, suite aux travaux qui y ont été réalisés entre temps.

Les gérants des boutiques de la passerelle s'attendaient donc à fêter l'ouverture de l'accès, mais ont rapidement déchanté. Suite à l'avis de la commission de sécurité, la Com-



Entre la passerelle et Mon grand Plaisir, le mur a été abattu. Des portes vitrées ont été installées à la place, mais sont maintenues fermées.

pagnie de Phalsbourg a bien fait démolir l'ancien mur, mais laisse fermées les portes vitrées qui le remplacent, bloquant ainsi le passage entre les deux centres commerciaux. Un nouveau coup dur.

« Ça fait trois ans qu'on vit dans cette situation, et quand on a eu la position favorable de la commission de sécurité, on a tous applaudi. Ça a été un soulagement de se dire qu'on n'était plus le problème, nous explique, amère, Anne Chassang, gérante de la boutique Thé Ô Café, rencontrée le 2 décembre avec d'autres commerçants de la passerelle. On vient de vivre deux confine-

ments, on espère travailler pour les fêtes comme on peut, tout a été fait au niveau de notre direction pour que les travaux soient finis et qu'on puisse avoir ce passage... et au final, avec un mur vitré, on est toujours bloqués. »

« On est contents du propriétaire qui a tout fait pour être aux normes, c'est de l'autre côté que ça bloque maintenant », abonde un autre commerçant, pointant du doigt la Compagnie de Phalsbourg. D'autant que, depuis la fermeture du passage il y a quelques années, ces boutiques ne bénéficient plus du flux de passants qui l'empruntaient pour se rendre en gare

de Plaisir-Les Clayes. « La plupart ont perdu presque 50 % de leur chiffre d'affaires, estime Anne Chassang. Il y a quand même des commerces qui sont tombés en dépôt de bilan... Il reste dix magasins. » Ces derniers évoquent par ailleurs tous les difficultés des habitants.

Les riverains ne peuvent en effet toujours pas emprunter la passerelle pour aller à la gare, et continuent donc de faire un important détour pour s'y rendre. Un Plaisirois, croisé sur place le 2 décembre, ne cache pas sa colère. « La passerelle n'est pas que pour accéder aux boutiques, elle est aussi pour prendre le train. Ça devient problématique, tranche-t-il. Moi, j'attends que ça que ça ouvre, tout le quartier, on n'attend que ça. Ils (la Compagnie de phalsbourg, Ndlr) ne pensent pas du tout au quartier et aux gens ! »

« Guerre de clochers complètement délirante »

De son côté, la Compagnie de Phalsbourg, tout en entendant les difficultés des riverains et des commerçants, met en cause les propriétaires de la passerelle. « Depuis 2016, cette passerelle n'est pas aux normes, donc si elle est restée ouverte jusqu'à aujourd'hui, c'est juste parce que nous avons fait, nous pour eux, les démarches auprès de la mairie et de la préfecture. C'est grâce à la mairie, à Auchan, et à nous, que cette passerelle est restée ouverte [...], assure la Compagnie de Phalsbourg. Et donc, on a réalisé beaucoup de travaux pour eux, dont certains ont été réalisés

pour compenser leur inaction parce qu'il fallait bien essayer de trouver des solutions. Avec l'engagement de leur part de nous payer les travaux. »

Si la situation s'est débloquée au niveau sécuritaire avec l'aval de la commission de sécurité, « pour autant, en parallèle, rien ne nous a jamais été payé », poursuit la Compagnie de Phalsbourg, évoquant un montant « d'un peu plus de 280 000 euros » et estimant avoir fait « ce qu'il fallait pour les accompagner et les aider » : « Aujourd'hui, nous, on attend un engagement écrit de leur part, pour le paiement de ces sommes dues. » Condition posée pour que les portes vitrées soient ouvertes.

« Je peux comprendre que pour les clients et les riverains, ce ne soit pas un sujet, par contre il faut qu'ils comprennent, et je pense que s'ils avaient une dette à six chiffres, ils réagiraient comme nous », estime la Compagnie de Phalsbourg. Sauf que cette dernière et les propriétaires de la passerelle ne seraient pas d'accord sur les montants engagés.

Plusieurs commerçants avancent ainsi que « ça fait deux mois que [leur] direction a fait une demande de rectification des factures [et] essaye de trouver un accord avec [la Compagnie de Phalsbourg] »... qui assure de son côté avoir fourni toutes les attestations « permettant de justifier toutes ces sommes ». Riverains et commerçants devront donc attendre un déblocage de cette situation qualifiée de « guerre de clochers complètement délirante » par l'un de nos interlocuteurs. ■

MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

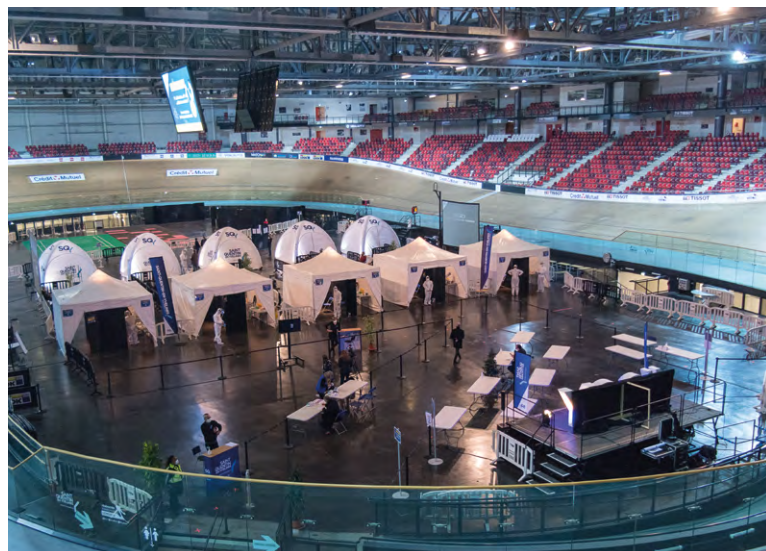
Au vélodrome, deuxième opération de tests en prévision des vaccinations

L'Agglomération a organisé une deuxième opération de tests au Covid-19 la semaine dernière au Vélodrome national. Une répétition pour être prête à organiser une vaste campagne de vaccination en début d'année.

► DAMIEN GUIMIER

Saint-Quentin-en-Yvelines veut être prête à mener une importante campagne de vaccination au Vélodrome national en début d'année prochaine, une fois les vaccins disponibles. C'était l'un des objectifs principaux de l'organisation d'une deuxième vaste opération de tests Covid-19 les 1^{er} et 2 décembre derniers dans le temple du cyclisme français. Pendant ces deux journées, jusqu'à 1 000 personnes par jour pouvaient bénéficier d'un test antigénique avec un résultat en moins de 30 minutes.

« L'objectif final, c'est la vaccination avec la meilleure organisation possible, explique Jean-Michel Fourgous (LR), président de Saint-Quentin-en-Yvelines, à propos de la campagne de tests réalisée au vélodrome la semaine dernière. Là, on teste, pour préparer l'opération de vaccins : on va transformer ce vélodrome en "vaccino-



« Là, vous avez l'image du futur "vaccinodrome", SQY est prêt pour ça », conclut Jean-Michel Fourgous, le président de Saint-Quentin-en-Yvelines.

drome ». » Même si le déroulé précis de la campagne de vaccination nationale n'est pas encore connu, Jean-Michel Fourgous prévoit que l'Agglomération devra être « capable de passer 100 000 vaccinations en deux

mois », en début d'année selon lui. « On aura encore une organisation un peu différente (de celle de la semaine dernière, Ndlr), mais il y a déjà une évolution par rapport à la première opération, poursuit le président de

Saint-Quentin-en-Yvelines. On a deux jours pour mettre au point ce dispositif. Il faut que ce soit beau et rassurant parce que la vaccination c'est plus engageant [que le test], on essaye de faire ça de façon très professionnelle. »

Entre la campagne de tests de début septembre et celle de la semaine dernière, l'organisation a en effet été peaufinée. Cette fois-ci, l'aire centrale du vélodrome comptait dix tentes, dans lesquelles des pharmaciens pouvaient tester deux personnes en même temps. L'entrée des personnes se faisait par l'entrée principale du bâtiment. Elles remplissaient ensuite leur feuille avant de se rendre sous l'une des tentes, s'y faire tester et en sortir par l'autre côté pour rejoindre un espace où attendre les résultats. Un fonctionnement qui permet d'éviter tout croisement entre les personnes.

Et contrairement à la première session où l'Agglomération s'occupait d'organiser les horaires de rendez-vous, les volontaires pouvaient cette fois-ci réserver directement leur créneau sur l'application Doctolib. « Là, vous avez l'image du futur "vaccinodrome", SQY est

prêt pour ça », conclut Jean-Michel Fourgous.

« SQY est prêt pour ça »

L'autre objectif de la campagne de la semaine dernière était de permettre aux personnes de se faire tester à l'approche des fêtes, mais aussi dans la perspective du déconfinement. Dans l'entourage du président de Saint-Quentin-en-Yvelines, on nous précise en effet que les entreprises de l'agglomération ont été invitées à participer à l'opération de la semaine dernière, « pour qu'il n'y ait pas de cluster en entreprise et que les gens qui étaient en télétravail puissent revenir en présentiel ».

Mais à l'ouverture de l'opération, mardi 1^{er} décembre au matin, de nombreux créneaux de tests n'étaient pas encore réservés, particulièrement dans les heures creuses. Une situation qui peut s'expliquer par le nombre de structures qui proposent désormais des tests à Saint-Quentin-en-Yvelines, où « entre 1 000 et 2 000 tests » sont réalisés par jour selon Jean-Michel Fourgous. ■

Mon Département à portée de clic !



- AUTONOMIE
- COLLÈGES
- LOGEMENT
- HANDICAP
- ENFANCE & FAMILLE
- INSERTION
- SANTÉ

**Votre Département vous propose
un accès rapide à l'ensemble
des aides et dispositifs
qui vous concernent sur :**

78-92.fr



Yvelines • Hauts-de-Seine

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Deux entreprises saint-quentinoises lauréates du projet « *Relance industrie* » de la Région

Gameca, à Guyancourt, et Mécanique atelier de Coignières, à Maurepas, spécialisées dans la mécanique de précision, ont obtenu respectivement une aide de 350 000 et 450 000 euros.

► ALEXIS CIMOLINO

Nouvel'R. C'est le nom du plan de la Région Île-de-France, dans lequel s'inscrit l'appel à projets « *Relance industrie* ». Il a été lancé l'été dernier « suite au choc de la crise sanitaire et face à la nécessité de relancer rapidement l'investissement industriel » et est « destiné aux TPE, PME et ETI industrielles portant un projet de relocalisation, d'implantation de nouveaux sites sur le territoire francilien, de transformation ou de diversification de sites industriels », indique le conseil régional dans un communiqué, ajoutant que « ces investissements vont permettre de créer ou maintenir ces trois prochaines années plus de 6 577 emplois sur le territoire francilien ».

Sur les 285 dossiers déposés, 75 projets ont été sélectionnés, pour 42,5 millions d'euros investis, les subventions pouvant atteindre 800 000 euros par entreprise. Deux des sociétés lauréates sont implantées à SQY : Mécanique atelier de Coignières (MAC) et Gameca, toutes deux spécialisées dans la mécanique de précision. La première, basée à Maurepas, et comptant

30 salariés, a obtenu 450 000 euros de la Région.

**285 dossiers déposés,
75 projets retenus**

Elle espère, à travers cet accompagnement, moderniser son activité, mais aussi s'ouvrir à d'autres secteurs. « 80 % de notre activité est sur le secteur aéronautique, explique le PDG, Georges Da Costa. Produire des produits sur des avions qui ne volent pas, c'est compliqué. [...] On travaille pour Dassault aviation, Thalès, et des équipementiers. On est fournisseurs de rang 1 (en contact direct avec le client final, Ndlr), on gère [...] l'approvisionnement de la matière première, la transformation, les prestations associées, et du montage s'il y a besoin. »

« L'objectif est, grâce à cette modernisation, de se diversifier sur le militaire, et éventuellement [...] le nucléaire, l'agroalimentaire, d'autres marchés où il y a moins de valeur ajoutée, mais peut-être plus de volume », confie le dirigeant, qui compte ainsi « dimi-

nuer le taux de dépendance » à l'aéronautique, alors que son entreprise a subi une baisse de chiffre d'affaires de 30 % en raison du Covid mais est « quasi sorti[e] du chômage partiel ».

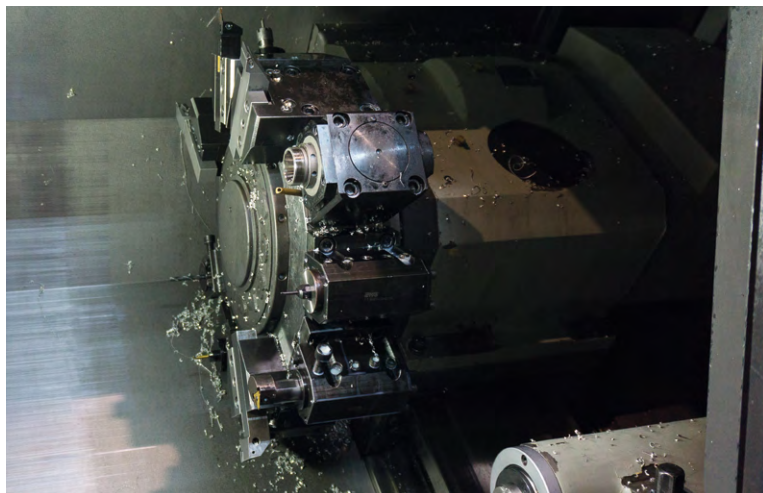
Mais cette diversification implique d'« avoir des machines plus automatisées de façon à avoir des coûts de revient pièce beaucoup plus faibles », souligne Georges Da Costa. « On va vraiment aller sur de l'usine 4.0, c'est-à-dire le pilotage de certaines machines par des robots, et, en plus, on va rajouter de la connexion, de l'intelligence artificielle, [...] pour connaître les taux d'occupation de machines, pour pouvoir correspondre au mieux au standard des clients, qui est d'avoir des fournisseurs fiables, et avec des qualités irréprochables, de façon à ce que les produits aillent directement sur les chaînes de montage et intègrent directement les montages des avions », avance-t-il.

L'appel à projets de la Région permet ainsi d'accélérer ce développement. « Ce qu'on va faire en trois ans, on l'aurait peut-être fait en cinq ou dix ans », se réjouit-il. 450 000 euros de subvention sur un projet total d'un million d'euros. « Les 450 000 [...], si on avait dû les financer, on les aurait financés plus tard, car, après, on aurait eu un problème d'endettement », concède Georges Da Costa. Celui qui a repris l'entreprise en 2003 annonce que cela

avec le confinement, c'est un vrai plaisir », reconnaît d'ailleurs le maire de Villepreux, Jean-Baptiste Hamonic (Modem).

Pour acquérir ce site de 8 hectares, la Ville a procédé parcelle par parcelle depuis 2008. « C'était une friche boisée, pas accessible aux Villepreusiens, qui comportait aussi son lot d'insécurité. Donc aujourd'hui, avoir la revalorisation de ce site tout en gardant le caractère naturel, avec des aménagements qui ne seront pas venus dénaturer le caractère boisé de ce parc, c'est quelque chose de très important pour nous », affirme le maire, précisant que « comme un symbole, la dernière [parcelle] qui restait à acquérir, en 2016 quand on a rejoint l'Agglomération, l'a été par SQY. C'est cette dernière acquisition qui nous a permis de réaliser les travaux et les aménagements et d'avoir ce nouveau parc. »

Des travaux portés par l'Agglomération, ce qui s'inscrit dans sa politique vis-à-vis de ses espaces verts. « SQY, c'est 60 % d'espaces non construits : espaces naturels, agricoles, espaces verts, expose Bertrand Houillon (Génération.s), vice-président agriculture et espaces verts à SQY et maire de Magny-les-Hameaux. Notre service espaces verts



« L'objectif est, grâce à cette modernisation, de se diversifier » et « diminuer le taux de dépendance » à l'aéronautique, secteur très touché par la crise, avance Georges Da Costa, PDG de MAC.

va aussi permettre de créer au moins deux postes supplémentaires, dont un est déjà pourvu, et l'autre le sera d'ici le premier semestre 2021.

Modernisation et diversification

Satisfaction aussi chez Gameca, à Guyancourt. L'entreprise a, elle, reçu 350 000 euros. « On est très contents de ce montant-là », assure Isabelle Chaillot, qui a repris il y a deux ans avec son mari cette société aussi implantée à Marcoussis (Essonne), et dont le projet total s'élève à 900 000 euros sur trois ans. L'entreprise d'une vingtaine de salariés, dont 11 à Guyancourt, souhaite se développer sur deux axes, avec des enjeux similaires à MAC. D'abord, « la réorientation stratégique des secteurs d'activité suite à la crise du Covid, qui a affaibli l'aéronautique et l'automobile, [...] vers des

secteurs tels que le médical/pharmaceutique, l'agroalimentaire, [la] transition énergétique, [...] et puis, tout ce qui est défense, armement et robotique », détaille Isabelle Chaillot.

Le second axe concerne lui les investissements dans le numérique. « Nous avons un certain nombre de machines à commandes numériques, qu'il va falloir étoffer pour avoir des gains de production et de rapidité », précise la dirigeante. Elle insiste également sur l'importance d'« être un acteur reconnu dans tout ce qui est industrie mécanique 4.0, [...] innover en développant les compétences en interne, donc recruter des nouveaux collaborateurs pour ce nouvel appareil productif, former les jeunes de demain à ces nouveaux outils [...], et développer tout ce qui est réseaux informatiques, les sites internet, et acquérir des nouveaux logiciels en lien avec les machines et dédiés à l'ingénierie et l'usinage de mécanique de précision. » ■

VILLEPREUX

La Pépinière enfin ouverte

Cet espace boisé de 8 hectares est, depuis le 1^{er} décembre et après un an de travaux, accessible au public, qui pourra venir s'y promener et profiter des aménagements de ce site relié à différents quartiers de la ville.

► ALEXIS COMOLINO



« On donne sur la plaine de Versailles, mais aussi sur la quasi-totalité des quartiers de Villepreux, dont les habitants pourront bénéficier de ce nouvel espace vert », souligne Jean-Baptiste Hamonic (à gauche sur la photo).

Les restrictions de déplacements liées au confinement ont été étendues à 20 km autour du domicile et trois heures depuis le dernier week-end de novembre, et cela tombe bien, puisque les Villepreusiens peuvent désormais profiter d'un

nouvel espace forestier aménagé pour y faire leurs promenades. La Pépinière a ouvert le 1^{er} décembre après presque un an de travaux. « Dans la période actuelle que nous traversons, où nous avons besoin d'un petit bol d'oxygène de temps en temps

gère plus de 700 hectares dans l'ensemble de l'agglomération. On peut même compter plus de 92 000 arbres, [...]. Ici, on ajoute 8 hectares boisés, qui étaient auparavant une friche. [...] On la valorise en protégeant un certain nombre d'arbres, ça fait partie de la charte de l'arbre édictée par l'Agglomération. »

320 000 euros, financés par l'Agglomération et la Région, ont été déboursés pour aménager les lieux, situés dans un cadre privilégié, comme le souligne Jean-Baptiste Hamonic. « Derrière, on a le quartier des Hauts du moulin, très familial, avec beaucoup d'enfants, donc ils vont aussi pouvoir profiter de cet espace, se réjouit-il. En face, on a le quartier du Prieuré et un peu plus loin, de la Haie bergerie, donc finalement, on donne sur la plaine de Versailles, mais aussi sur la quasi-totalité des quartiers de Villepreux, dont les habitants pourront bénéficier de ce nouvel espace vert. »

Et profiter de 6 000 m² de clairière, d'une voie verte, ou encore de chemins forestiers permettant de rallier la ville. D'autres aménagements devraient s'ajouter dans les prochaines semaines, notamment la plantation d'arbres fruitiers et l'installation de panneaux pédagogiques ainsi que de tables de pique-nique et de bancs. ■

MAUREPAS

Le marché de Noël aura bien lieu

Il doit se tenir les 11, 12 et 13 décembre sur la place Jacques Riboud.

Les Maurepasiens pourront bien bénéficier de leur annuel marché de Noël. Ce lundi 7 décembre, la municipalité nous a indiqué avoir reçu les autorisations préfectorales nécessaires pour l'organiser. Le marché de Noël se tiendra donc les vendredi 11, samedi 12 et dimanche 13 décembre, sur la place Jacques Riboud en centre-ville.

« Le public pourra découvrir 20 chalets proposant notamment champagnes, vins fins, bières, foies gras, miels, pains d'épices, pâtisseries, bijoux, décorations d'intérieur, pantoufles... », détaille la Ville, annonçant également des animations avec des jongleurs vendredi soir, la déambulation du Père Noël samedi après-midi et un groupe musical dimanche après-midi. Un protocole sanitaire renforcé sera mis en place, avec notamment l'obligation du port du masque et le comptage des personnes en temps réel. Les dégustations seront cependant interdites et la restauration sur place ne sera pas possible.

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Ligne 18 : une partie de la portion prévue en viaduc passe au sol

Le passage au sol d'une partie de la ligne 18, entre Saclay et Magny-les-Hameaux, initialement prévue en viaduc, a été acté par la Société du grand Paris.

► DAMIEN GUIMIER

Modification d'envergure pour la ligne 18. Début 2019, *Le Parisien* révélait qu'un plan d'économie de 2,6 milliards d'euros, sur l'ensemble du chantier du Grand Paris Express, prévoyait notamment la mise au sol d'une partie de la ligne 18, entre Saclay et Magny-les-Hameaux, initialement prévue en viaduc. La Société du grand Paris (SGP), confirmait en mars 2019 étudier cette possibilité. Réuni le 24 novembre dernier, le conseil de surveillance de la SGP a acté ce scénario.

« 30 millions d'euros » d'économies

Pour mémoire, la ligne 18 du Grand Paris Express doit permettre de relier l'Aéroport d'Orly à Versailles Chantiers en 2030, avec une mise en service en trois phases : entre Massy-Palaiseau et CEA Saint-Aubin à Saclay en 2026, entre Massy-Palaiseau et l'aéroport d'Orly en 2027, et entre CEA Saint-Aubin et Versailles-

Chantiers en 2030. C'est cette dernière portion qui passera par Saint-Quentin-en-Yvelines, avec une gare prévue à Guyancourt.

Sur cette partie de la ligne 18, le projet initial prévoyait que le futur métro circulerait en viaduc du CEA Saint-Aubin jusqu'au Sud du Golf national à Magny-les-Hameaux, pour ensuite finir sa course en souterrain jusqu'à Versailles-Chantiers. Mais le conseil de surveillance de la SGP, qui réalise le Grand Paris Express, a donc confirmé fin novembre un changement d'ampleur pour cette partie du tracé. « *Le conseil de surveillance a acté la mise au sol de la partie initialement prévue en viaduc [...] depuis le centre du CEA à Saclay jusqu'au Golf national à Magny-les-Hameaux* », indique la SGP dans un communiqué. Cela représente environ 5 km qui passent au sol.

Cette modification présente de nombreux avantages pour la SGP, financiers en premier lieu. D'après le communiqué, la mise au sol

« *devrait permettre de dégager une économie de l'ordre de 30 millions d'euros, soit 20 % du coût de génie civil de cette section de la ligne* ». Sollicitée, la SGP souligne que « *même si elles ne paraissent pas majeures à l'échelle du Grand Paris Express* », ces « *optimisations* » sont « *malgré tout importantes à multiplier quand elles permettent d'améliorer le projet tout en maîtrisant les coûts à l'échelle de l'ensemble du Grand Paris Express* ».

Selon la SGP, la mise au sol doit également permettre au métro « *de circuler plus discrètement, au niveau visuel et sonore* ». Par ailleurs, la mise au sol nécessite moins d'emprise au sol qu'un viaduc, et va donc permettre « *de rendre à l'agriculture une surface d'environ 4 hectares* », précise le communiqué, soulignant que « *les études de réalisation de ce projet seront poursuivies* », avec les

élus locaux, les habitants et les agriculteurs concernés.

« Il reste un certain nombre d'interrogations »

« *Aujourd'hui, c'est très concret [...], ce métro va bel et bien arriver, et desservir les Yvelinois et les Essonnais*, ajoute la SGP, en allusion aux doutes parfois évoqués sur la réalisation de la ligne 18. *C'est important de le percevoir, [la ligne 18] va changer les mobilités sur ce territoire.* » Le passage au sol ne remettrait d'ailleurs pas en question l'objectif de mise en service de cette portion de la ligne 18 en 2030, nous assure-t-on à la SGP : « *Il y a un timing qui est raisonnable pour tenir cette échéance.* »

Mais le calendrier sera dense dans les années qui viennent. Une Dé-

claration d'utilité publique (DUP) modificative va être nécessaire au vu des changements apportés au projet de ligne 18, dont la mise au sol. Ce qui va donc entraîner une nouvelle enquête publique, actuellement prévue « *au début de l'été 2021* », d'après la SGP. Ensuite, « *pour l'appel d'offres correspondant au génie civil de cette mise au sol* », l'objectif affiché est « *d'arriver à notifier les marchés avant la fin d'année 2022* ».

Depuis plusieurs années, ce viaduc recevait une forte opposition dans les communes qu'il traversait, notamment de Magny-les-Hameaux. Son maire, Bertrand Houillon (Génération.s), ne saute cependant pas de joie suite à l'annonce de cette mise au sol.

« *Aujourd'hui, il reste un certain nombre d'interrogations sur cette mise au sol, et donc la nécessité d'études complémentaires sur les continuités agricoles, les continuités écologiques, la question des nuisances sonores qui est aussi peu avancée que quand c'était le viaduc*, estime le maire magnycois. *Tant qu'on n'a pas des réponses sur l'ensemble des études que je viens de citer, il n'y a pas de consensus, on demande de travailler sur le sujet, c'est très différent.* » Bertrand Houillon continue également de questionner « *la nécessité de cette ligne* », et reproche que, « *pendant ce temps-là, rien n'avance* » sur les autres projets « *de développement des transports pour les enjeux de mobilité de notre territoire* ». ■



Selon la SGP, la mise au sol doit également permettre au métro « de circuler plus discrètement, au niveau visuel et sonore »

ILLUSTRATION/LAGAZETTE DES OY

PLAISIR

Une maison d'assistants maternels bientôt à Plaisir

Pour la première fois, Plaisir va accueillir une maison d'assistants maternels dans sa commune. Prévue dans un appartement du quartier du Valibout, elle ouvrira ses portes au premier trimestre 2021.

► FARAH SADALLAH

Deux groupes d'assistantes maternelles sont déjà intéressés pour s'installer dans la première Maison d'assistants maternels (Mam) de Plaisir. À mi-chemin entre la crèche et la garde à domicile, ce nouveau dispositif permet aux familles de conserver leur assistant maternel, auprès duquel ils ont l'habitude de laisser leurs enfants, et en même temps d'avoir une dimension plus collective pour leur progéniture.

« *C'est une mixité de modes de garde*, résume Véronique Fauchaux, conseillère municipale déléguée à la famille et à la parentalité. [...] *Les parents veulent qu'il y ait ce côté collectif et les places dans les crèches sont chères.* » Sachant que, selon elle, la construction de crèches serait plus contraignante en termes de réglementation et Plaisir compte déjà une crèche familiale, et plusieurs crèches privées.



Ce nouveau système de garde, plus « personnalisé », prendra donc ses quartiers au Valibout d'ici le premier trimestre 2021. Les enfants seront accueillis dans un appartement de 102 m².

Ce nouveau système de garde, plus « personnalisé », prendra donc ses quartiers au Valibout (21, rue du Valibout) d'ici le premier trimestre 2021. Les enfants seront accueillis dans un appartement de 102 m² appartenant aux Résidences Yvelines Essonne. Ce local était anciennement mis à

disposition de la mairie pour la Protection maternelle et infantile, (PMI). La commune a conservé l'appartement, mais cette fois-ci, il accueillera la première maison d'assistants maternels. Une offre supplémentaire pour le Valibout, qui dispose essentiellement d'un multi-accueil.

L'intérêt de la Mam est de permettre aux assistants maternels de quitter leur domicile pour travailler ensemble au sein d'une même structure. « *Ils vont pouvoir échanger des techniques, des idées d'activités. Le fait d'être plusieurs, c'est un soutien* », explique la déléguée à la famille et à la parentalité.

Les professionnels seraient d'ailleurs emballés par ce nouveau dispositif de garde – qui existe déjà dans d'autres collectivités, selon Véronique Fauchaux. Les deux groupes intéressés sont composés de deux et trois assistants maternels. Sachant qu'il faut se constituer en association pour pouvoir y prétendre. L'un l'a déjà fait. Au total, l'appartement pourrait accueillir 11 enfants tout au plus, pour trois professionnels. Il faut compter quatre enfants maximum par assistant maternel.

Et la ville de Plaisir ne compte pas s'arrêter là. « *On espère en ouvrir d'autres* », révèle Véronique Fauchaux. Il y a un projet privé de Mam qui est en cours d'installation. En plus, la municipalité compte ouvrir deux autres Mam, une dans un bâtiment appartenant à la Ville, et une autre dans une future construction prévue rue de la Gare d'ici fin 2022. ■

GUYANCOURT

La déchetterie est fermée jusqu'au 20 décembre

L'Agglomération a annoncé qu'elle y réalisait des travaux de modernisation, entraînant cette fermeture temporaire.

Depuis le 3, et ce jusqu'au dimanche 20 décembre, la déchetterie de Guyancourt est fermée. L'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines précise sur son site internet qu'elle est en train de la moderniser avec la « *réfection du bas du quai* » l'« *enfouissement d'une citerne pour la rétention des eaux d'extinction* » et la « *création d'une allée pour intervention des pompiers* ».

Les Saint-Quentinois, munis de leur carte « *Déchets* », peuvent cependant continuer de se rendre dans les six autres déchetteries de l'agglomération. La plus proche de celle de Guyancourt est la déchetterie de Montigny-le-Bretonneux, située au 5, avenue du parc. Pour plus de renseignements, rendez-vous sur saint-quentin-en-yvelines.fr.

ILLUSTRATION/LAGAZETTE DES OY

LES CLAYES-SOUS-BOIS

Atos : la question des ondes

Le 12 novembre, l'émission *Complément d'enquête* a révélé qu'un « nombre inexpliqué » de salariés ou ex-salariés du site clétien d'Atos avait développé des gliomes, et questionne un lien avec les ondes électromagnétiques.

► DAMIEN GUIMIER

Les ondes électromagnétiques commencent à faire parler d'elles aux Clayes-sous-Bois. Particulièrement depuis la diffusion, le 12 novembre sur France 2, de l'émission *Complément d'enquête* intitulée « 5G : l'onde d'un doute ». Une partie du magazine est en effet consacrée à Atos, aux Clayes-sous-Bois : si le site clétien de l'entreprise n'est aucunement concerné par la 5G, il y est fait état d'un nombre anormal de décès des suites d'une forme rare de cancer du cerveau, questionnant leur lien avec les nombreuses sources de rayonnement électromagnétique sur place. Une enquête sanitaire est actuellement en cours pour faire la lumière sur ce dossier, qui a été évoqué lors du dernier conseil municipal.

et qu'on arrive à sept pour 1 000, [...] c'est quelque chose d'assez rare ». Ce docteur fait l'hypothèse que la cause serait les ondes électromagnétiques, n'ayant réussi à identifier aucun autre facteur de risque.

Mais, dans la suite du reportage, un responsable d'Atos explique que « *le lien n'est pas fait parce que nous n'avons pas la certitude que nos collaborateurs sont exposés* » et qu'il n'existe pas de consensus sur l'origine des gliomes. Le représentant d'Atos ajoute que des mesures réalisées par un bureau de contrôle « *confirment que les lieux de travail, sur l'ensemble du campus, présentent des valeurs de champs électromagnétiques qui sont bien en deçà des valeurs limites d'exposition* ».

vœux à ce sujet lors du conseil municipal du 30 novembre.

Cet échange en conseil municipal a été l'occasion pour le maire des Clayes-sous-Bois, Philippe Guiguen (DVD), de faire état des informations « *factuelles* » à sa disposition, estimant que ce sujet « *est à la fois sensible, très important, très compliqué, et nécessite de notre part tout sauf une position politicienne* ». C'est donc en décembre 2019 que la maire de l'époque a pour la première fois été mise au courant du sujet par une délégation d'Atos, raconte Philippe Guiguen, en ayant quant à lui été informé en juillet dernier, suite à son élection.

À l'occasion de cette première réunion de décembre 2019, « *les représentants d'Atos ont signifié à la municipalité qu'avait été diligentée une enquête* », avec la composition d'un Groupe d'alerte en santé travail (Gast), précise l'édile. D'après Santé publique France, ces Gast sont notamment composés d'un médecin inspecteur du travail, d'épidémiologistes et d'un médecin de la Consultation de pathologie professionnelle. Il devait être mis en place au premier trimestre 2020, mais la crise sanitaire a perturbé le calendrier.

À l'issue du premier confinement, le 13 mai, la maire « *a saisi le directeur de l'ARS ainsi que le préfet en demandant de prendre toutes les mesures d'investigations qui seront jugées nécessaires* », poursuit le maire actuel, qui a, quant à lui, reçu une délégation d'Atos en septembre 2020. L'entreprise lui a alors confirmé la reprise du travail du Gast : « *Et j'ai conclu avec eux que dès qu'ils auraient des informations, une nouvelle réunion serait programmée* ».

Philippe Guiguen s'est engagé à communiquer « *toutes les informations dès que nous les aurons* ». La Ville a d'ailleurs détaillé l'histoire de cette affaire dans une longue publication sur sa page Facebook. « *C'est une situation pré-occupante sur laquelle on a besoin d'avoir des réponses précises, et personne n'est en mesure de donner des réponses précises aujourd'hui*, nous a confié le maire, qui attend donc le retour du Gast. *Mais des antennes, il y en a partout sur les territoires, c'est là où, avant toute confusion, avant toute interprétation, il faut avoir ces conclusions pour ne pas affoler la population à tort. Par contre, s'il y a quelque chose, c'est là où il y aura des mesures à prendre* ».

Par ailleurs, le maire indique qu'aucune nouvelle antenne-relais n'a été installée aux Clayes-sous-Bois depuis 2018 et informe qu'il a souhaité imposer un moratoire sur toute nouvelle implantation, même s'il est juridiquement compliqué pour une Ville de les empêcher. Sollicitée, Atos ne nous a pas répondu avant la mise sous presse de cette édition. ■

■ EN BREF

SQY De nouveaux aménagements pour l'aire de jeux de l'Île de loisirs

Le public a pu, dès le week-end des 28 et 29 novembre, venir profiter de jeux rénovés ou nouvellement installés au sein de l'espace événementiel du site.



Structure phare de cette aire de jeux, un nouveau pyracord de 7 m de haut a été installé, alors que l'ancien ne faisait « que » 5 m.

Après deux mois de chantier, étaient réceptionnés, fin novembre, les travaux des nouveaux jeux terrestres de l'Île de loisirs de SQY. Dès le premier week-end d'allègement du confinement, le public pouvait donc « *venir tester* » certaines installations, nous a confié Marie-Hélène Carabantes, directrice générale des services de l'Île de loisirs, la veille de la réouverture.

Elle cite notamment le pyracord, haut de 7 m, contre 5 m pour l'ancien, qui fait partie des nouveaux équipements de cette aire de jeux située au sein de l'espace événementiel de l'Île de loisirs, tandis que d'autres ont simplement été rénovés.

« *L'aire de jeux était assez vieillotte, on avait des jeux à remplacer, pour lesquels [il n'y avait] pas de réparations possibles, donc du coup, on a engagé une réflexion sur comment réaménager cet espace, en répondant aussi à la problématique d'accessibilité* », explique Marie-Hélène Carabantes. Des cheminements piétonniers ou encore de gradins ont été mis en place.

Au total 150 000 euros ont été dépensés pour ces travaux, financés par la Région, indique Marie-Hélène Carabantes, ajoutant qu'il ne s'agit que d'une « *première phase* », l'idée étant de « *passer à une deuxième étape [et], d'ici deux ou trois ans, avoir vraiment un espace complètement reconfiguré* ». ■

■ EN BREF

VILLEPREUX

Roland Prédiéri, maire de 1971 à 1983, est décédé

Maire de Villepreux dans les années 70, Roland Prédiéri est décédé la semaine dernière. Architecte de métier, il avait également pris part à la conception de Maurepas.

La semaine dernière, les Villepreusiens ont appris le décès à l'âge de 93 ans de Roland Prédiéri, qui avait été maire socialiste de la commune de 1971 à 1983. « *J'ai une pensée pour lui, pour son engagement au service de la ville et des Villepreusiens pour lequel nous le remercions, et naturellement pour ses proches à qui j'exprime toute ma solidarité et mes sincères condoléances* », a souligné l'actuel maire de Villepreux, Jean-Baptiste Hamonic (Modem) sur son compte Facebook.

Il a annoncé que le conseil municipal du 14 décembre lui rendrait hommage, et que les habitants qui le souhaiteront seront les bienvenus à l'ancien cimetière, le 9 décembre à 16 h, « *pour une dernière*

cérémonie à la mémoire et en l'honneur de Roland Prédiéri ». Le maire de Maurepas, Grégory Garestier (DVD) a également réagi à l'annonce de Roland Prédiéri.

Cérémonie le 9 décembre

En effet, ce dernier était architecte de profession et « *avait pris part aux côtés de Jacques Riboud à la conception du plan d'ensemble de la ville de Maurepas, ses quartiers, ses voies de circulation, mais aussi ses placettes, squares et sentes piétonnes dessinant ainsi la "ville heureuse" dont ils rêvaient* », a rappelé Grégory Garestier sur les réseaux sociaux, faisant part de sa « *tristesse* » en apprenant cette nouvelle. ■



Le reportage de *Complément d'enquête* questionne le lien entre les cancers du cerveau développés par des salariés d'Atos et les sources de rayonnement électromagnétique.

Le reportage de France 2 décrit ainsi le bâtiment d'Atos, situé rue du Gros Caillou, anciennement Bull, comme « *cerné par trois antennes relais* ». « *Atos, c'est un géant mondial du numérique, poursuit Complément d'enquête. En plus de l'environnement extérieur, on trouve donc, à l'intérieur du bâtiment central, des salles informatiques, des serveurs en pagaille et de grosses alimentations électriques : de nombreuses sources de rayonnement électromagnétique* ».

L'émission révèle alors qu'entre 2015 et 2019, « *un nombre inexpliqué* » de cancers du cerveau ont été diagnostiqués chez plusieurs salariés ou ex-salariés du site clétien d'Atos, « *tous avec la même pathologie : des gliomes* ». D'après le reportage, une information qui nous a été confirmée, sept en sont à ce jour décédés. Au fil de ses interviews, le reportage liste les différentes sources d'ondes électromagnétiques auxquelles auraient donc pu être exposés les salariés : les trois antennes relais, le temps quotidien passé au téléphone et dans des salles informatiques remplies de serveurs.

Un médecin du travail, interrogé par *Complément d'enquête*, explique avoir été surpris par ce nombre de cas « *parce que l'incidence des gliomes en France est de cinq à six pour 100 000,*

Mais c'est un autre chiffre qui a retenu l'attention de plusieurs Clétiens et habitants des villes voisines. Dans le reportage, le médecin du travail indique avoir contacté neuf généralistes des Clayes qui lui auraient fait état d'« *une dizaine* » de patients décédés d'un gliome ou en ayant un, dans les communes de Plaisir, Villepreux et les Clayes-sous-Bois.

Suite à la diffusion de ce reportage, Nicolas Hue (Génération.s), élu d'opposition aux Clayes-sous-Bois, nous a informés avoir demandé une enquête sanitaire au préfet, à l'Agence régionale de santé (ARS), à l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), ainsi qu'à l'Agence nationale des fréquences (ANFR).

« *Des habitations, des commerces, des entreprises, des écoles sont sur ce périmètre et il nous paraît plus qu'incompréhensible qu'aucune mesure à l'extérieur de l'entreprise n'ait été prise, au regard du principe de précaution communément admis en matière sanitaire* », dénonce Nicolas Hue, regrettant que les habitants « *n'aient pas été informés de ces faits au moment où ceux-ci ont été portés à la connaissance des autorités* ». L'élue d'opposition a justement fait une proposition de

E.Leclerc 

DÉFENDRE TOUT
CE QUI COMPTE POUR VOUS.



ENSEMBLE, REMPLISSONS LE PANIER DE CEUX QUI NE PEUVENT PAS LE FAIRE.

LE 9 DÉCEMBRE

PARTICIPEZ À LA GRANDE COLLECTE
AU PROFIT DES BANQUES ALIMENTAIRES.

POUR CHAQUE DON, E.LECLERC
S'ENGAGE À DOUBLER LE POIDS
DES DENRÉES RÉCOLTÉES.



**Banques
Alimentaires**



FAITS DIVERS SÉCURITÉ

► FARAH SADALLAH

Guyancourt Il a menacé de tuer son ex-petite amie et son frère

À Guyancourt, le 4 décembre, la police est intervenue suite aux menaces d'un homme sur son ex-petite amie et son frère. Ces derniers s'étaient réfugiés dans la chambre, en attendant les secours. Une fois sur place, les forces de l'ordre ont dû forcer la porte de l'appartement. Mais l'homme s'était lui réfugié dans la salle de bain. Afin de dissuader la police de venir le chercher, il a menacé de se suicider en plaçant un couteau sous sa gorge. Pour le maîtriser, les fonctionnaires ont fait usage d'un pistolet à impulsions électriques. L'homme a ensuite été interpellé. Quant aux victimes, elles ont déposé plainte.

Trappes 715 grammes de cannabis, 8 630 euros en liquide retrouvés par le chien de la police

Alors que la police voulait contrôler un homme dans le cadre du respect du confinement, elle a démantelé un trafic de stupéfiants, le 27 novembre à Trappes.

Il a pris la fuite alors que la police voulait le contrôler dans le cadre du respect des mesures de confinement. Ce vendredi 27 novembre dans le square Jean Macé à Trappes, les fonctionnaires de police ont mis fin à un trafic de stupéfiants en l'attrapant. L'homme a écopé de 18 mois de prison, dont neuf mois ferme, le 30 novembre.

Ce jour-là, la police l'a poursuivi à pied. Il a été rattrapé et les forces de l'ordre ont découvert sur lui une sacoche remplie de pochons de cannabis, pour un poids de 72 grammes. Ils ont ensuite perquisitionné son domicile. Sur place, le chien spécialisé a ainsi débusqué 715 grammes de résine de cannabis et 8 630 euros en liquide. Un smartphone d'une valeur de 570 euros a également été saisi. Pendant sa garde à vue, l'homme a avoué les faits. Il aurait déclaré se livrer à ce trafic de drogue depuis quelques semaines. Sa peine de prison pourra bénéficier d'un aménagement en raison de l'absence d'antécédents judiciaires. ■

La Verrière Tentative de vol à la pharmacie de la gare

Dans la nuit du 6 au 7 décembre, la pharmacie de la gare à La Verrière a été forcée par deux jeunes, a priori mineurs isolés. Les deux suspects ont été placés en garde à vue.



Ils avaient a priori forcé le rideau métallique de l'officine et avaient tout fouillé à l'intérieur. Mais rien n'a été retrouvé sur eux, au moment de leur interpellation.

L'alarme s'est déclenchée au moment de l'effraction. Dans la nuit du 6 au 7 décembre, à La Verrière, la pharmacie de la gare a été cambriolée par deux jeunes. Identifiés comme des mineurs isolés sans domicile, ils ont été arrêtés peu de temps après leur tentative de vol.

La protection des mineurs non accompagnés

Ils avaient a priori forcé le rideau métallique de l'officine et avaient tout fouillé à l'intérieur. Mais rien n'a été retrouvé sur eux, au moment de leur interpellation. Selon *Le Parisien*, les jeunes auraient

14 ans et seraient originaires du Maroc. Ils ont depuis été placés en garde à vue. L'enquête est en cours.

Le cambriolage des pharmacies est devenu monnaie courante pour les mineurs isolés, qui sont souvent envoyés par des réseaux. Une situation que le gouvernement tente de résorber avec la visite du ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti au Maroc depuis dimanche, pour signer une déclaration conjointe avec ce dernier sur la protection des mineurs non accompagnés. L'objectif serait de faciliter la reconduite de ces adolescents dans leur pays d'origine, indique *Le Parisien*. ■

Trappes Un sexagénaire adopte la technique du pneu dégonflé pour voler les clients de Métro

Un homme a écopé de 12 mois de prison ferme le 2 décembre, pour avoir volé à plusieurs reprises des clients du magasin Métro à Trappes. Âgé de 62 ans, il opérait autrefois dans les aéroports.

Leur pneu dégonflé, les clients de Métro s'affairaient à le changer. C'est pendant ce laps de temps qu'un homme, âgé de 62 ans, en profitait pour leur dérober leurs affaires, selon les informations de *78actu*. Cette technique du pneu dégonflé lui a servi à plusieurs reprises pour voler les clients du grossiste alimentaire situé à Trappes. Finalement arrêté le 1^{er} décembre et condamné le lendemain, l'homme a écopé de 12 mois de prison ferme avec une incarcération immédiate à la prison de Bois-d'Arcy.

Tout a commencé le 23 juillet, lorsqu'un homme, alors en train de changer son pneu, s'est fait voler sa sacoche sur la plage arrière de sa voiture et une enveloppe contenant 1 000 euros en espèces. Selon *78actu*,

l'homme a été repéré à plusieurs reprises à bord d'une Twingo. Elle est revenue sur le parking le 23 novembre. Le magasin est même allé jusqu'à relever la plaque d'immatriculation du véhicule suspect.

L'homme a nié les faits devant les juges

Malgré tous ces éléments, l'homme a nié les faits devant les juges, raconte le site d'actualités yvelinoises. Pourtant, son casier n'est pas vierge. Autrefois, il opérait dans les aéroports, selon *78actu*. Il compte déjà 14 jugements rendus. Il vivrait également dans un luxe en décalage avec son unique revenu, le RSA. Chez lui ont été retrouvés des sacs Louis Vitton, Hermès, Gucci... ■

Plaisir Un fils, son père et son oncle se déchirent

Sur fond d'alcool, un fils, son père et son oncle se sont violemment disputés dans la nuit du 3 au 4 décembre à Plaisir. Le père a fini par menacer son fils à l'aide d'un couteau. Il a été placé sous contrôle judiciaire en attente de jugement.



Les trois vivaient chez lui. Dans la nuit, une violente dispute a éclaté entre le fils et son oncle.

Ce n'est pas la première fois que le père et son fils se disputent sur fond d'alcool. Dans la nuit du 3 au 4 décembre, à Plaisir, la police est intervenue alors que le père venait de menacer son fils avec un couteau. Tous les deux sous l'empire de l'alcool, le père a été placé sous contrôle judiciaire dans l'attente de son jugement et son fils, âgé d'une trentaine d'années, a été relégué urgemment par le 115, selon une source proche de l'affaire. L'oncle n'a en revanche pas été appréhendé.

C'est une histoire qui dure depuis un moment. Le fils, ne pouvant plus payer son appartement, est venu vivre chez son père. Mais

à chaque fois ça s'est mal passé, raconte cette même source : « *Ce n'est pas la première fois. Plusieurs fois, on est appelé car le père tape sur son fils.* » Et ils seraient toujours alcoolisés.

Mais ce soir-là, l'oncle est venu dormir chez son frère. Les trois vivaient chez lui. Dans la nuit, une violente dispute a éclaté entre le fils et son oncle. « *Ils auraient peut-être échangé des coups* », suppose une source policière. Alors l'oncle a quitté le domicile. Puis une nouvelle dispute a éclaté, cette fois-ci, entre le père et le fils. C'est là que le père aurait pris un couteau de cuisine pour le menacer. ■

Deluxe
LA SÉLECTION PRESTIGE!

LABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



RETROUVEZ TOUTES LES INFORMATIONS DE NOS SUPERMARCHÉS SUR LIDL.FR

Année 2020 - Photo non contractuelle - Sauf erreurs typographiques - LIDL RCS Créteil 343 262 622 - Imprimé en U.E.

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE GRIGNOTER ENTRE LES REPAS. WWW.MANGERBOUGER.FR

**SAINT
QUENTIN
EN YVELINES**

Terre d'innovations

**Je soutiens le
commerce local,**

je télécharge

Shop'in SQY !

**Disponible
sur Apple Store
& Google Play**



www.shopinsqy.com



Dir. communication SQY-Création B. Pioli-© Shutterstock

Golf La nouvelle vie de l'ex-maire de Montigny à la tête du club de golf

Jean-Luc Ourgaud est devenu en septembre dernier président de l'ASMB golf. Passionné de la petite balle blanche, l'ancien maire espère mener à bien plusieurs projets avec le club.

De l'hôtel de ville aux greens et fairways. Maire DVD de Montigny-le-Bretonneux d'octobre 2017 à mai 2020, Jean-Luc Ourgaud, se consacre désormais à son sport favori, le golf. Depuis le 20 septembre, celui qui a été élu de la commune pendant 25 ans, comme conseiller municipal, adjoint et donc maire, est devenu président de l'ASMB golf, le club de golf de la ville. « Je suis golfeur depuis 12 ans, et la fonction d'élu [...] ne m'a pas permis de jouer au golf dans les dernières années, explique-t-il. Mon prédécesseur a changé de fonction, il ne pouvait pas garder la nouvelle et celle de président de l'ASMB, donc je me suis dit que, compte tenu de mon passé en tant qu'élu et maire, au niveau relationnel, c'était peut-être une occasion d'apporter un plus à l'équipe qui gère cette association depuis un certain nombre d'années. »

Une association qui est « une des plus importantes et dynamiques » en matière de golf dans les Yvelines, avec 253 golfeurs, tous béné-

voles, un chiffre en augmentation « contrairement aux statistiques [...] qui enregistrent une baisse du nombre de golfeurs tant au niveau national que départemental », selon l'ex-édile. « Au niveau départemental, c'est -3 %, l'ASMB golf, on est à +6 % de gens qui nous rejoignent, on a même été obligés d'arrêter d'en prendre car à un moment, on ne peut plus gérer comme il faut », précise-t-il.

« Casser cette image de sport élitiste »

Même si, pour tous ces pratiquants et leur nouveau président, ces dernières semaines ont été compliquées avec le confinement. « J'ai été élu, mais quelques semaines après, tout a été fermé, regrette Jean-Luc Ourgaud. On a la chance d'avoir à Montigny un practice très important, mais, comme il est sur un stade, le stade étant fermé, le practice était lui-même fermé, donc il y a eu zéro activité de golf pendant cette période. »

Un peu frustrant, d'autant que l'ancien élu ne manque pas de pro-



Jean-Luc Ourgaud espère s'appuyer sur son expérience d'élu pour « apporter un plus à l'équipe qui gère cette association depuis un certain nombre d'années ».

jets pour continuer à faire vivre et développer le golf au sein du club. Il évoque notamment le fait d'« encourager les jeunes à venir golfer », mentionnant sur ce point, « une action importante » en partenariat avec la Fondation agir contre l'exclusion, qui consiste à accompagner « des jeunes en phase de déscolarisation, [leur faire] reprendre confiance en eux au travers du golf ». Il insiste aussi sur l'importance

d'« attirer des nouveaux jeunes » à l'ASMB golf. « Depuis un an, on en a une vingtaine, et c'est une très bonne chose, car le golf est plutôt pratiqué par des gens de la cinquantaine et des retraités, donc le but est d'attirer les jeunes pour casser cette image de sport élitiste », affirme-t-il.

Autre objectif : contribuer à l'animation du territoire. Jean-Luc Ourgaud donne notamment

l'exemple de Golf experience, organisé par SQY, qui a lieu une fois par an sur un des golfs saint-quentinoises et dont l'ASMB golf est « le principal support » avec « toujours en moyenne une trentaine de bénévoles qui vont aider à la mise en place ». « On a aussi un partenariat avec l'Éducation nationale, ajoute-t-il. On a des écoles qui s'inscrivent pour découvrir le golf. Cette année, par exemple, on a eu des classes de Trappes, Plaisir, Élancourt, qui sont venues au golf Isabella (à Plaisir, Ndlr). On a eu 300 gamins. »

L'ancien maire assure en revanche vouloir « définitivement tourner la page » de la politique. Il avance néanmoins que son expérience d'élu pourra lui servir dans ses nouvelles fonctions, pour lesquelles le mandat est remis en jeu chaque année. « Ça va me servir dans le sens où je connais tous les maires actuellement en place, et si, sur une commune, on voit qu'on n'a pas beaucoup de retours de la direction des sports [...], ça me permettra d'appeler le maire, et de lui dire "Voilà, ce qu'on organise, ça serait bien qu'on ait des représentants de la Ville" », développe-t-il. Il espère aussi « mettre à disposition [s]es relations [...] au niveau de SQY, du Département et du Golf national pour se projeter sur les JO ; SQY sera une terre de golf, et la grande cible sera de voir comment contribuer à la mise en œuvre de tout ce qui devra être fait pour les JO. » ■

nexity

une belle vie immobilière

DÉCOUVREZ UNE NOUVELLE RÉSIDENCE FACE AU LAC DE VILLAROY



- > Du 2 au 5 pièces dont des duplex
- > Deux rooftops d'exception, avec des vues sur le lac
- > Des espaces bureaux à aménager

OU OPTEZ POUR NOTRE RÉSIDENCE FACE AU PARC DES SOURCES !



DERNIÈRES OPPORTUNITÉS

RENSEIGNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

0 810 531 531

Service 0,06 € / min. + prix appel

Nexity Fédéral RCS Paris 334 850 690 - 19, rue de Vienne - TSA60030 - 75801 Paris CEDEX 8 - France. Document et illustrations non contractuels à caractère d'ambiance, libre interprétation de l'artiste. La représentation des prestations intérieures et extérieures est indicative. Architectes : Cussac Architectes et Mastrandreas Architects. Perspectivistes : TDAV Studio et ANAWA. Conception : ADEME JFLA - 12/2020

nexity.fr

AVEC **waster**
RIEN N'EST MOINS ENCOMBRANT
QU'UN ENCOMBRANT !



Vous voulez vous débarrasser de déchets qui vous encombrant, sans aller à la déchetterie ?
Vous avez prévu d'aller à la déchetterie et avez envie de générer des revenus par la même occasion ?
Waster vous met en relation !

Rendez-vous sur waster.fr ou téléchargez l'application.

waster



CULTURE LOISIRS

► ALEXIS CIMOLINO

Les spectacles annoncés ci-dessous auront lieu sous réserve d'évolution favorable de la situation sanitaire et des prochaines annonces gouvernementales.

SQY Plusieurs salles se préparent au retour de spectacles dès la mi-décembre

Du théâtre espace Coluche à la Maison de l'environnement, en passant par le théâtre de SQY, la Merise, la Ferme de Bel Ébat et la Batterie, plusieurs salles prévoient de rouvrir dès ce mois de décembre.



Au théâtre de SQY, à Montigny-le-Bretonneux, se tiendra du 18 au 20 décembre, le spectacle *Möbius*, de la compagnie XY, mêlant « vols planés, portés acrobatiques, pyramides humaines », indique le théâtre.

Le 15 décembre, si la situation sanitaire continue de s'améliorer et que les objectifs de 5000 contaminations quotidiennes sont atteints, s'ouvrira une nouvelle phase d'allègement du confinement. Elle sera notamment marquée par la réouverture des salles de spectacle, lesquelles devront suivre un protocole qui sera « le même que celui appliqué avant le reconfinement », avait expliqué la ministre de la culture Roselyne Bachelot, lors d'une conférence de presse le 26 novembre. À savoir masque obligatoire, mise à disposition de gel hydroalcoolique, groupes de six personnes maximum, limite de 1 000 spectateurs, ou encore mise en place d'un couvre-feu de 21 h à 6 h du matin, même si les personnes ayant assisté à un spectacle pourront rentrer chez elles en dépassant l'heure sans être verbalisées? sur présentation de leur ticket.

« Gardez précieusement vos places de théâtre, elles vous serviront de justificatif », indique sur son site internet le théâtre espace Coluche, à Plaisir, qui fait partie des salles de SQY

proposant des spectacles dès la mi-décembre. L'établissement accueillera la comédie *Des plans sur la comète* le 16 décembre à 19 h, pour laquelle le metteur en scène Tristan Petitgirard a obtenu un Molière en 2019. L'histoire d'une cosmologue renvoyée du CNRS par son propre père. « Garance, sa meilleure amie a entrepris de les réconcilier sans lui dire... Seulement, Garance n'imaginait pas un seul instant que ce serait elle qui s'en rapprocherait... », peut-on lire sur le synopsis. Les tarifs

vont de 21 à 31 euros, réservations sur kiosq.sqy.fr.

Autre établissement culturel qui accueillera du public dès la semaine prochaine : le Théâtre de SQY (TSQY), à Montigny-le-Bretonneux, avec *Möbius*, spectacle de cirque de la compagnie XY, marqué par des « vols planés, portés acrobatiques, pyramides humaines », annonce le TSQY, qui précise que l'accueil billetterie est, lui, de nouveau accessible depuis le

1^{er} décembre. Pour cette représentation, trois séances sont prévues : les 18 et 19 décembre à 19 h 30 et le 20 décembre à 16 h. Le prix des places va de 10 à 23 euros. Détails et réservations sur theatresqy.org. À Maurepas, l'espace Albert Camus, qui avait dû annuler son lancement de saison, prévu le 4 novembre, pourra enfin lancer sa programmation, le 18 décembre à 19 h 30, avec *Catch impro* de la compagnie Declic théâtre (tarifs de 10 à 16 euros, réservations sur kiosq.sqy.fr).

À la Merise, à Trappes, le premier rendez-vous post-reconfinement aura lieu le 16 décembre à 10 h et le 17 décembre à 10 h et 14 h, avec des séances destinées aux scolaires. Il s'agit de la dernière création de la compagnie locale Declic théâtre, une pièce intitulée *Écran noir*, qui nous projette en 2035, dans un monde où « la surconsommation technologique et la raréfaction des ressources énergétiques ont rendu l'accès plus difficile aux smartphones et aux écrans maintenant réservés aux classes sociales aisées ». Renseignements au 01 30 13 98 51.

À Guyancourt, la Ferme de Bel Ébat, qui propose depuis le 1^{er}

décembre une web-série sur YouTube, accueillera de nouveau du public à partir du 15 décembre avec, ce jour-là, à 19 h, le concert *Looking for Beethoven*. « Un spectacle virtuose et poétique qui tombe à pic pour le 250^e anniversaire de la naissance de Beethoven », fait savoir la salle sur sa page Facebook. On y retrouvera le pianiste Pascal Amoyel, qui « mène une palpitante enquête sur le chef-d'œuvre absolu du piano, les 32 sonates, véritable journal d'une vie », peut-on lire sur la description du spectacle. La Batterie accueillera, elle, le 18 décembre à 19 h, le concert *Paris by song*, où se mêleront hautbois et accordéon, pour « un voyage festif et dansant qui réconcilie jazz et java », selon la description de l'événement. Les tarifs des places vont de 4,25 à 17 euros, réservations sur kiosq.sqy.fr.

À Magny-les-Hameaux, rendez-vous le 20 décembre à 17 h à la Maison de l'environnement, pour le spectacle d'humour musical *Wok'N Woll*. « Une pincée d'AC/DC, un soupçon de Stevie Wonder et un zeste de Rolling Stones, le tout mélangé dans un wok musical relevé d'une sauce Bach et Tchaïkovsky et on obtient le Wok'N Woll... », indique la Ville sur son site internet. Les prix des places vont de 6 à 10 euros, réservations sur kiosq.sqy.fr. ■

VOTRE CHAUDIÈRE AU FIOUL A DE L'AVENIR.

COMMUNIQUÉ

97% DES FRANÇAIS QUI SE CHAUFFENT AU FIOUL DOMESTIQUE L'APPRECIENT POUR LE CONFORT QU'IL PROCURE.*

ET ON DEVRAIT TOUT CHANGER ?

Non, ce ne sont pas les déclarations opportunistes, ni même les bonnes intentions ou les bons sentiments qui font avancer le monde. Ce sont les idées et les solutions.

Les annonces gouvernementales concernant la transition énergétique ouvrent de nouvelles perspectives et ont fixé une échéance au 1^{er} janvier 2022, mais elles ont suscité de nombreuses interrogations. Il est temps de dire clairement les choses :

- Le fioul domestique est bien sûr autorisé en usage de chauffage au-delà de 2022.
- Votre installation actuelle pourra être conservée jusqu'à son obsolescence au-delà du 1^{er} janvier 2022.
- Seules les chaudières neuves qui seront installées après le 1^{er} janvier 2022 devront répondre à de nouvelles normes.

Pour ces installations nouvelles, les professionnels ont développé en collaboration avec les agriculteurs, une nouvelle énergie de chauffage : le **biofioul**, un biocombustible à base de colza produit en France, disponible en 2022.

Dans les territoires, on ne refuse pas le changement mais avant de changer, on commence par chercher les meilleures solutions pour tout le monde.



ON N'EST PAS OBLIGÉ DE TOUT CHANGER POUR CHANGER LE MONDE.

Pour en savoir plus, interrogez un professionnel du fioul domestique reconnu localement. Il vous présentera la solution adaptée à votre logement pour un chauffage au fioul durable, local et performant.





La Gazette Saint-Quentin-en-Yvelines

Rédacteur en Chef :
Damien Guimier
damien.guimier@lagazette-sqy.fr

Directeur de la publication, éditeur :
Lahbib Eddaoudi
le@lagazette-yvelines.fr

Actualités, sport, culture :
Alexis Cimolino
alexis.cimolino@lagazette-sqy.fr

Publicité :
Lahbib Eddaoudi
pub@lagazette-sqy.fr

Actualités, faits divers :
Farah Sadallah
farah.sadallah@lagazette-sqy.fr

Conception graphique :
Mélanie Carvalho
melanie.carvalho@lagazette-sqy.fr

Imprimeur : Paris Offset Print, 30, rue Raspail 93120 La Courneuve

ISSN : 2646-3733 - Dépôt légal : 12-2020 - Edité par *La Gazette de Saint-Quentin-en-Yvelines*, société par actions simplifiée. Adresse : 9, rue des Valmonts 78180 Mantes-la-Ville.

JEUX

SUDOKU : niveau moyen

	3			7	8			
	9	1				4		2
	7		2				8	
6	4		7	3	1	2		8
		7			6			
1	5						3	6
	1					8		
		4		8	3		2	7
	8	3	5	9		6		1

SUDOKU : niveau difficile

4				7		6		
				1	5	3	8	
	1					7		
					2			
6	3							
			1	3	7	9	6	8
	6					8	7	
1	8			9	6			
		3				1		

Solutions de la Gazette de Saint-Quentin-en-Yvelines n° 109 du 1^{er} décembre 2020 :

9	8	5	4	3	2	7	1	6
2	6	1	8	7	9	3	5	4
7	3	4	1	5	6	2	9	8
4	7	8	9	6	3	5	2	1
1	2	3	5	4	7	8	6	9
5	9	6	2	8	1	4	3	7
6	4	2	7	9	5	1	8	3
8	1	9	3	2	4	6	7	5
3	5	7	6	1	8	9	4	2

9	4	2	6	8	5	1	3	7
7	6	1	2	9	3	8	4	5
8	5	3	1	7	4	6	2	9
5	9	7	4	6	8	2	1	3
1	3	8	5	2	9	7	6	4
6	2	4	7	3	1	5	9	8
2	7	5	3	4	6	9	8	1
3	1	9	8	5	2	4	7	6
4	8	6	9	1	7	3	5	2

Ces grilles Sudoku vous sont proposées grâce à Thibaut Bernard, auteur du logiciel gratuit et libre de diffusion du site internet alphaquark.com.

**Vous êtes entrepreneur,
commerçant, artisan,
vous désirez passer votre publicité
dans notre journal ?**



Faites appel à nous !

pub@lagazette-sqy.fr

Situé au Pecq, **VISIO**, le centre de pilotage 360°
des services d'eau et d'assainissement, c'est :

**+ DE PERFORMANCE + DE RÉACTIVITÉ + DE SÉCURITÉ
+ DE SERVICE + DE DONNÉES PARTAGÉES**

au service des collectivités et des usagers

